

● Les dossiers
en débats

LE MODÈLE SOCIAL FRANÇAIS



Sommaire

L'APPROCHE DE L'INSTITUT KERVÉGAN	3
LE MODÈLE SOCIAL FRANÇAIS EN QUELQUES CHIFFRES	5
CRITIQUES DU MODÈLE SOCIAL FRANÇAIS	8
QUEL FINANCEMENT ?	10
IDÉES EN DÉBAT	11
PRINCIPES ET ACTIONS À METTRE EN OEUVRE	14
EN BREF	15
ANNEXES	16

L'approche de l'Institut Kervégan

Inspiré de considérations justes et généreuses, ce modèle a laissé grandir et prospérer deux maux : le corporatisme et l'étatisme.

Le modèle social français, qui se réfère à ce qu'on appelle un **État Providence**¹, s'appuie sur trois piliers : le droit à une retraite pour tous, la gratuité des soins et l'assurance chômage. S'y ajoutent, la reconnaissance des syndicats, le statut de la Fonction publique, l'assistance aux handicapés, le salaire minimum (SMIC) et le revenu de solidarité active (R.S.A). Il est géré par l'État et les structures paritaires.

Ce modèle est issu des réformes de 1945 mises en place par le Général de Gaulle et le gouvernement issu du Conseil National de la Résistance. Inspiré de considérations justes et généreuses à l'origine, ce modèle a laissé grandir et prospérer deux maux qui l'ont particulièrement affaibli : le corporatisme et l'étatisme.

Basé sur une économie de production industrielle avec une espérance de vie de 69 ans pour les femmes et 63 ans pour les hommes, il est ébranlé par la transformation de l'économie (numérisation de l'économie, destruction des emplois industriels) et le vieillissement de la population (85 ans et 78 ans en 2012).

Ses performances sont jugées insuffisantes tant sur le plan de l'emploi, du traitement du chômage que des transferts sociaux en général. Il rencontre de plus en plus de difficultés à financer la protection sociale. Il est frappé par une crise d'efficacité et surtout de viabilité financière. Dans le même temps, les Français sont gagnés par une perte de confiance vis à vis de leurs institutions et un désengagement vis-à-vis du collectif.

On peut donc parler d'un épuisement de notre modèle social français et d'une remise en cause de sa légitimité.

L'ensemble des sondages d'opinion, réalisés ces dernières années, montrent que les Français, dans leur grande majorité, veulent un changement de gestion des finances publiques et notamment un système fiscal différent, simplifié et plus transparent. Pour autant, dans l'ensemble, ils ne souhaitent pas changer le système de protection sociale. Plus particulièrement, dans le domaine de la santé, ils réclament un État fort, et un modèle social qui protège. Cela est contradictoire et montre bien la difficulté d'aborder la question d'un changement de modèle et de dégager des lignes claires.

Un modèle frappé par une crise d'efficacité et de viabilité financière

Pourquoi se pencher sur ce sujet ?

La plupart d'entre nous, participants à cet atelier, ont connu ce modèle social dès les premières années de son élaboration. Nous avons donc vécu dans un système qui n'a pas évolué, et n'a jamais été remis en cause. Nous sommes très lucides sur la situation actuelle et partageons avec les autres participants plus jeunes, la crainte de voir les générations futures ne pas pouvoir bénéficier du même niveau de prestations de ce modèle.

C'est pour nous un sujet majeur car il est lié autant à l'économie qu'aux enjeux de société. Nous sommes autant préoccupés par le poids de ce modèle social sur la compétitivité de nos entreprises au niveau mondial, que par la nécessaire solidarité entre générations et entre les différents groupes sociaux qui composent notre pays.

Enfin, nous sommes convaincus que le nœud du problème réside dans le financement de ce modèle social français, conçu avec des hypothèses aujourd'hui obsolètes.

La méthode

A travers les échanges et auditions menés en atelier et par l'analyse de multiples sources documentaires, nous avons cherché à dégager quelques idées-force sur un sujet extrêmement large pour être abordé en totalité.

Nous nous sommes interrogés sur la possibilité de réformer ce modèle, quelle que soit la situation économique, avec deux questions principales :

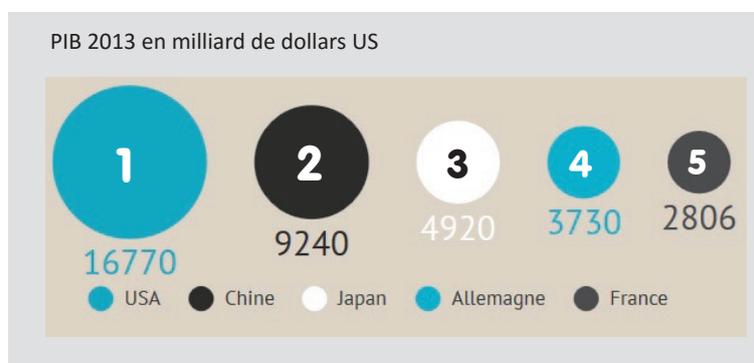
- **Ce modèle est-il réformable alors qu'il s'appuie sur un contrat social ?**
- **Face à la montée de l'individualisme, un projet collectif est-il encore envisageable ?**

Les échanges ont été organisés autour de phrases-chocs, susceptibles de faire débat, afin d'oser des propositions parfois iconoclastes. L'objectif n'est pas de heurter les opinions, mais d'inciter à sortir d'un « prêt-à-penser ».

Le modèle social français à travers quelques chiffres

Si la France est la 5^{ème} économie du monde par son Produit Intérieur Brut, elle rétrograde régulièrement aux alentours de la 20^{ème} place mondiale en considérant des critères plus ciblés comme le PIB par habitant.

La production mondiale en PIB



Au delà des idées reçues, il est donc indispensable de re-situer ce modèle social dans les données et les faits.

Les actifs

Sur 64 millions de personnes, seules 19 millions travaillent dans le secteur privé et 7 millions dans les secteurs publics et semi publics.

5

La production n'est assurée que par 30% de la population.

Les prélèvements

	1970	2012
Part de l'État en % du PIB	19%	14%
Part des collectivités locales en % du PIB	3%	6%
Part de la sécurité sociale en % du PIB	12%	24%

De 10% du PIB en 1914 à plus de 45% aujourd'hui de prélèvements obligatoires ; les 2 guerres ayant largement contribué à légitimer des prélèvements exceptionnels qui seront reconduits. On est passé de l'effort de reconstruction à la redistribution puis en 1954, pour répondre aux demandes croissantes de services sociaux, on introduira la TVA.

La hausse des prélèvements vient donc depuis 40 ans des collectivités locales et de la sécurité sociale et non de l'État.

Les dépenses

	Milliard Euros	en % du PIB	par habitant
protection sociale	205	10%	3800
Retraite	272	14%	4250
Santé	164	8%	2450
Enseignement	121	6%	1750
Services généraux	129	6,5%	
Autre (défense, sécurité...)	228	11%	5450
Total	1119	56%	18000

6

La dépense publique est d'environ 18000 € par habitant : elle représente donc plus de 6 mois du salaire brut.

Les déficits

Milliards d'Euros en 2012	Prélèvements	Dépenses	Déficit	% de déficit	dette	En année
Sécurité sociale	492	535	43	9%	228	0,5
État	292	380	88	30%	1440	4,9
Collectivités locales	124	236	112	90%	166	1,3
Total	908	1151	243	27%	1834	2

Nous parlons toujours du déficit de l'État mais il ne représente qu'un tiers des dépenses et les plus gros déficits viennent des collectivités locales. N'est ce pas une insuffisance des prélèvements eu égard aux services fournis/demandés ?

Les plus gros déficits viennent des collectivités locales.

Critiques du modèle

Un choix de société à réinterroger à l'aune d'un nouvel environnement

L'Éducation

Notre système est reconnu et l'un des meilleurs mais les chiffres mettent en évidence les aberrations du système quand **15 000 jeunes décrochent chaque année sans diplôme ni emploi**. Un tiers seulement des étudiants en licence sortent avec un diplôme. Le budget par élève du primaire est un des plus faibles d'Europe mais les savoirs de base sont de moins en moins acquis. Les voies professionnelles sont dépréciées et rendues de plus en plus inaccessibles ...

La Santé

La prise en charge est la plus élevée d'Europe, et statistiquement les 6 derniers mois de la vie représentent 50% des coûts de santé d'un Européen ; 1 an d'espérance de vie supplémentaire c'est ajouter 8 à 9 mois médicalisés.

La Retraite

Nous sommes passés d'un retraité pour deux actifs à **deux retraités pour un actif**. L'allongement de la durée de vie ne se traduit pas suffisamment en durée de travail et les disparités entre régime sont une injustice (Dans le privé 62,2 ans avec 1 166 € de pensions pour 59 ans maximum et 1724€ dans le public !)

La protection sociale

La protection sociale est trop basée sur les actifs : notre taux horaire est élevé et donc nous perdons notre compétitivité internationale malgré une forte productivité. Notre **taux de chômage est un des plus hauts d'Europe et coute plus de 4% du PIB**. L'industrie en 40 ans a perdu la moitié de ses emplois.

Le logement

Le logement représente 45 milliards de dépenses publiques (10% du total) : le secteur est dépendant de celles ci et **les prix ont cru de plus de 70% en 10 ans** alors qu'en Allemagne la hausse est de moins de 10% !

Le modèle social français est un modèle ancien qui n'a pas intégré les changements de notre environnement: la globalisation des économies, l'insécurité de l'emploi (en particulier chez les jeunes), le vieillissement général de la population et l'augmentation de la dépendance, le passage d'une société industrielle à une société de la connaissance.

Cette nouvelle donne provoque une montée des inégalités : Inégalité d'accès au travail, et dans la mobilité professionnelle, inégalité des revenus, inégalité d'accès aux services publics.

C'est un modèle conservateur qui cultive les distinctions de statuts et la hiérarchie entre les citoyens. Il entérine les inégalités entre les sexes, et pénalise les évolutions de carrière des femmes.

On peut parler d'un modèle social français à bout de souffle, alors qu'il se finance quasi uniquement sur les salaires. Et pourtant nos dépenses publiques sociales représentaient en 2012, 32 % du PIB, contre 25 % pour la moyenne de l'Union Européenne.

Il n'est ni juste, ni efficace. Il conduit à une déresponsabilisation des acteurs qui demandent toujours plus de protection sociale à la puissance publique. Ajoutons une défiance des Français vis-à-vis des Institutions, des Politiques, des Pouvoirs Publics en général, qui accentue la crise de légitimité.

Le dimensionnement de l'ensemble des prestations est excessif. Un décalage de plus en plus prononcé se creuse au bénéfice des plus favorisés.

Il faut réduire la redistribution ou la rendre plus juste. Les contributions sont déséquilibrées entre les secteurs public et privé, ce dernier alimentant davantage le système.

Face à des besoins croissants il faut arrêter de s'endetter et de creuser la dette pour maintenir le niveau de protection sociale.

Quel financement ?

Les conditions du civisme social

Les débats publics se focalisent souvent sur la stigmatisation des assistés qui profiteraient du système, comme sur le « trop d'impôts » : Ne provient-il pas de l'envie de s'affranchir de charges communes ?

Le système fiscal est devenu complexe parce qu'il épouse une réalité complexe. L'ouverture des marchés et les paradis fiscaux provoquent un véritable dumping fiscal et social et affectent profondément l'impôt d'un territoire dans ses principales fonctions : ressources, redistributions, régulations, investissements... La mobilité fait pression sur le territoire et le pacte social. En parallèle, une économie numérique défiscalisée et hors charges sociales se développe.

Nous en sommes à remettre en cause nos valeurs et notre modèle social mais, pour autant, est-il normal que les taux d'impôt sur les sociétés soient passés dans l'OCDE de 37% à 25% ? ou encore que les multinationales défiscalisent, que les niches fiscales (70 milliards d'Euros) représentent autant que l'impôt sur le revenu ?

N'est-on pas dans l'abus de droit ? Cela conduit à des effets très concrets en termes de violence sociale , de santé publique, etc...

Il faudrait répondre aux enjeux de l'époque, redévelopper les sentiments de justice, d'appartenance, relier clairement l'impôt au contrat social... car l'impôt se légitime par la visibilité des contreparties ! Nous en appelons à une volonté politique forte et une vision globale pour sortir de l'incapacité actuelle à élaborer des solutions viables à long terme sinon c'est l'impasse !

Idées en débat

C'est à partir de phrases choc exprimées lors des séances de l'atelier que nous proposons de débattre :

L'allocation chômage n'est pas une prime d'assurance !

Financièrement le chômage accélère le creusement des déficits et de la dette publique, puisque l'assiette des recettes sociales est principalement basée sur les revenus du travail. Avec un chômage de plus de 25%, les jeunes sont les oubliés du système. L'insécurité économique et sociale n'a jamais été aussi forte pour eux.

NE FAUDRAIT-IL PAS ?

- › Cesser de se contenter des mesures transitoires et passives de compensation lors d'une perte de revenu ?
- › Réduire la durée d'indemnisation pour porter l'effort sur la prévention et la réinsertion ?
- › Développer des parcours de formation plus en adéquation avec les besoins des entreprises (en développant notamment les parcours de formation pour les jeunes) ?
- › Anticiper les évolutions des secteurs économiques et des métiers ?
- › Faire entrer la culture de l'entreprise dans les parcours de formation ?
- › Encourager à changer de secteur, de statut et de métier en organisant la transférabilité des qualifications ?
- › Aligner les cotisations chômage des fonctionnaires pour rééquilibrer les contributions ?
- › Demander aux chômeurs d'assurer des services pour la collectivité ?
- › Maintenir les seniors dans l'emploi ?

L'espérance de vie est un fardeau !

Le vieillissement de la population, et donc l'allongement de la durée de vie des retraités nous ont fait passer d'un risque social court (7 ans en 1945) à un risque long (20 ans aujourd'hui). Cet allongement de la durée de vie ne se traduit pas suffisamment en durée de temps de travail. Par ailleurs, il existe de grandes disparités, créatrices d'injustice, entre les différents régimes (privés et publics).

NE FAUDRAIT-IL PAS ?

- › Simplifier et harmoniser les régimes ?
- › Unifier et introduire une dose significative de capitalisation ?
- › Solliciter les retraités aisés pour contribuer au rééquilibrage du financement des régimes de retraite ?

La gratuité de la santé nous rend irresponsables !

La santé relève d'une responsabilité individuelle et collective. Dans ce sens, il paraît nécessaire d'enrayer la logique de consommation actuelle en responsabilisant les acteurs. Il n'est pas question de revenir sur l'égalité dans l'accès aux soins de base, mais il est utile que chaque assuré soit informé du coût de ses soins de santé et que, dans le même temps, on lutte contre les surcoûts liés aux lobbies de l'industrie pharmaceutique.

NE FAUDRAIT-IL PAS ?

- › Fournir à tout patient une facture de ses actes de soins.
- › Instaurer un reste à charge sur les soins de confort ?
- › Rechercher au maximum l'ambulatoire, tout en s'assurant des conditions optimales pour le patient ?
- › Proposer un conditionnement des médicaments en vrac pour éviter les gaspillages ?
- › Maintien des personnes âgées au domicile le plus longtemps possible ?
- › Ne plus systématiser le passage devant le médecin référent avant consultation du spécialiste ?
- › Harmoniser le traitement des Mutuelles ?
- › Mettre en concurrence l'Assurance Maladie et les assureurs privés pour les soins courants ?

L'Éducation :
résultats médiocres !

Trop de jeunes subissent encore le décrochage scolaire et trop de jeunes peinent à s'inscrire dans une voie professionnelle qui leur garantisse autonomie et sécurité.

NE FAUDRAIT-IL PAS ?

- › Renforcer les politiques de lutte contre le décrochage dès le primaire ?
- › Optimiser l'orientation post-bac pour lutter contre la sortie de l'Université sans diplôme ?
- › Limiter les entrées à l'Université en fonction des potentiels de débouchés ?
- › Demander le remboursement des frais d'étude financés par l'État pour les jeunes diplômés qui s'expatrient dès la sortie de leurs études pour rejoindre des entreprises étrangères ?
- › Instaurer à l'université, un 3^{ème} cycle payant pour les étudiants ayant une expérience professionnelle préalable ?
- › Informer davantage sur les coûts d'études de chaque étudiant ?
- › Reconnaître d'autres formes d'acquisition des savoirs (autres pédagogies et voies professionnelles ...) ?
- › Opérer une meilleure adéquation du système d'Enseignement Supérieur avec son environnement économique ?

Au regard de ce qui précède, des évolutions nous paraissent nécessaires, voire urgentes. Le financement des assurances sociales collectives (Sécurité sociale, chômage, retraites) basé uniquement sur le travail, pénalise les entreprises, affecte leur rentabilité, et constitue une charge mal maîtrisée pour les Collectivités et l'État. le financement des prestations familiales pèse également fortement sur les entreprises.

Principes et actions à mettre en oeuvre

«Il s'agit de reconstruire une économie qui offre aux hommes et femmes de ce pays, en particulier les jeunes, un emploi et des opportunités à la mesure de leurs talents et de leurs compétences.» Rapport Pisani Ferry

Nous devons redéfinir les principes de la protection sociale sans déroger à des valeurs de solidarité, de justice, d'équité, mais en gagnant en transparence et responsabilité. Il nous apparaît surtout important de faire du jeune adulte le nouveau centre de gravité du modèle social français, sans oublier que si la solidarité appelle des droits, elle appelle aussi à des devoirs.

Depuis 30 ans, une réflexion est engagée sur la redéfinition des droits sociaux. Auparavant, ils étaient associés uniquement au statut de salarié. Un élargissement de l'assiette est à creuser. Nous devons revoir fondamentalement le système des retraites, l'intégration de la capitalisation devant compléter un régime de base par répartition.

Les classes moyennes continuent à consentir, à travers les dispositifs actuels, à financer en grande partie la protection sociale, mais il y aura nécessairement une limitation à l'extension de la solidarité vis à vis des plus démunis, et au redéploiement des moyens vers les nouveaux risques.

Globalement il faut reconstruire une adhésion forte autour d'un modèle recentré sur l'égalité des contributions, plus efficace, plus adapté à la diversité des situations individuelles, et orienté vers l'emploi.

L'État devra être moins interventionniste, qu'arbitre, régulateur et facilitateur pour le rétablissement d'un véritable dialogue social.

Enfin dans le cadre de la refondation d'un nouveau modèle social français, il faudra remettre en cause le système de rente issu du modèle corporatiste français.

En bref

- › Se préoccuper davantage de la création des richesses car le social est conditionné à la croissance et l'emploi.
- › Réduire la redistribution ou la rendre plus juste.
- › Reconstruire un modèle centré sur l'égalité des contributions, plus efficace, plus adapté à la diversité des situations individuelles, et orienté vers l'emploi.
- › Rééquilibrer les rôles respectifs de l'État et de l'entreprise.
- › Équilibrer la contribution des différentes générations : les jeunes ne doivent plus être sacrifiés.
- › En finir avec les corporatismes et les privilèges.
- › Transférer le financement de la branche famille sur la consommation par une évolution de la TVA : Cette solution adoptée par certains de nos voisins européens allègerait la charge du modèle social en élargissant l'assiette des contribuables.

ANNEXES

ANNEXE 1 : L'ÉTAT PROVIDENCE

La notion d'**État providence** fait référence à l'ensemble des droits sociaux des citoyens. Il repose sur un modèle d'assurance sociale obligatoire adossée au travail salarié. C'est un régime modelé par l'État, dans son rôle de pourvoyeur de bien-être, mais influencé par des valeurs familiales traditionnelles. (On peut le trouver sous des formes différentes en Allemagne, Italie, Belgique...). Il est à opposer au Welfare State'' libéral, s'appuyant sur les mécanismes de marché. Le rôle de l'État est d'assurer uniquement la protection des plus faibles. Ce système libéral est celui des pays anglo-saxons (E.U., Canada, Royaume Uni). Enfin il existe un régime social-démocrate (Pays nordiques) qui vise à renforcer l'indépendance individuelle. Il repose sur une fusion entre la protection sociale et le travail. Il a besoin d'un plein emploi(ou le plus proche possible) pour assurer un haut niveau de protection sociale et d'offrir optimum de services sociaux. Dans ces pays, l'investissement dans la recherche et développement est élevé.

ANNEXE 2 : LE MODÈLE SOCIAL FRANÇAIS À TRAVERS LES CHIFFRES

Une contribution d'**Alain RICHEUX**, avril 2014.

Document PDF à télécharger à l'adresse suivante :
<http://www.institut-kervegan.com/wp-content/uploads/2014/07/Le-modèle-social-français-à-travers-les-chiffres-final.pdf>